



DOSSIER

ASOCIACIONISMO Y MOVILIZACIÓN FEMENINA. (SIGLOS XIX Y XX)

LA PRATIQUE DU SQUAT COMME PROCESSUS DE SOCIALISATION FÉMINISTE DANS LE MOUVEMENT OKUPA MADRILÈNE DES ANNÉES 1980

La práctica de la “okupación” como proceso de socialización feminista
dentro del Movimiento Okupa madrileño de los años 80

The practice of "squatting" as a process of socialization to feminism
within the Occupy Madrid squat movement of the 80s

Karine Bergès

Université Paris-Est-Créteil

Karine_berges@yahoo.fr

Recibido: 16-05-2019 - Aceptado: 14-10-2019

Cómo citar este artículo/Citation:

Karine BERGÈS, “La pratique du squat comme processus de socialisation féministe dans le mouvement Okupa madrileño des années 1980”, *Hispania Nova*, 18, 2020, págs. 629-660.

DOI: <https://doi.org/10.20318/hn.2020.5119>

Copyright: © HISPANIA NOVA es una revista debidamente registrada, con ISSN 1138-7319 y Depósito Legal M 9472-1998. Los textos publicados en esta revista están –si no se indica lo contrario– bajo una licencia [Reconocimiento-Sin obras derivadas 3.0 España](https://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es) de Creative Commons. Puede copiarlos, distribuirlos y comunicarlos públicamente siempre que cite su autor y la revista y la institución que los publica y no haga con ellos obras derivadas. La licencia completa se puede consultar en: <http://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es>

Resumen: Partiendo de los estudios que se han publicado sobre la cultura política okupa de los años 80, el presente artículo pretende ahondar en la militancia feminista de las mujeres okupas madrileñas. Siguiendo la trayectoria de un grupo minoritario y radical, LigaDura, fundado en 1987, nos centraremos en el estudio de la “okupación”, como práctica de resistencia en contra del orden neoliberal y de la especulación inmobiliaria. Si esta forma de acción plantea desarrollar otras formas de vida para una juventud rebelde e insumisa, el análisis de la “okupación”, desde una perspectiva de género, arroja luz sobre la reproducción de una cultura patriarcal en su seno, y al mismo tiempo, sobre el proceso de socialización feminista que induce para las mujeres okupas.

Palabras claves: Ocupación, Movimiento Okupa, patriarcado, feminismo, socialización, LigaDura.

Abstract: Based on the studies that have been published on the political culture of the squat of the 1980s, this article aims to delve into the feminist militancy of the Madrid women squatters. Following the trajectory of a minority and radical group, LigaDura, founded in 1987, we will focus on the study of "squatting", as a practice of resistance against the neoliberal order and real estate speculation. If this form of mobilization proposes to develop other forms of life for a rebellious and rebellious youth, the analysis of "squatting", from a gender perspective, sheds light on the reproduction of a patriarchal culture in its midst, and at the same time, about the process of socialization to feminism that induces for women squatters.

Keywords: Squatting, Movimiento Okupa, feminism, patriarchy, socialization, LigaDura.

INTRODUCTION

Étudier la pratique de l'occupation, communément appelée «squat», au prisme du genre permet de rendre compte d'une forme de mobilisation féministe encore peu étudiée dans l'historiographie féministe contemporaine en raison de son caractère minoritaire et marginal. Nous nous proposons, dans cette contribution, d'analyser cette pratique militante dans le contexte espagnol des années 1980, et plus précisément au sein du mouvement autonome madrilène, que nous pouvons définir comme un «ensemble de collectifs qui durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, ont considéré l'autonomie, non seulement comme un défi pour explorer les capacités de construction collective, mais également comme une identité idéologique, en butte contre le pouvoir et contre toute institution régulatrice»¹. Plus concrètement, le mouvement Okupa est un groupement culturel et politique qui voit le jour sous la tutelle du mouvement autonome des années 1980, et qui revendique son indépendance des partis et des organisations syndicales. Il constitue ainsi un front de résistance anticapitaliste en accordant une place centrale à deux modalités d'action: l'action directe entendue comme un «ensemble d'idées et d'actions qui vont des notions passives de désobéissance physique aux interventions actives et souvent agressives»² et l'occupation illégale de locaux, autrement dit «l'investissement momentané par plusieurs personnes, d'un bâtiment ou d'une propriété, privés ou publics et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'opinion politiques»³.

Alors que la première législature socialiste sous le mandat de Felipe González (1982-1986) avait donné priorité aux réformes sociales et économiques en vue de la modernisation du pays, la capitale espagnole est rapidement devenue, dans les

¹ Silvia GIL, *Nuevos feminismos. Sentidos comunes en la dispersión*, Madrid, Traficantes de sueños, 2011, p. 77.

² Tim JORDAN, *S'engager. Les nouveaux militants, activistes, agitateurs*, Paris, Éditions Autrement, 2002, p. 52.

³ Etienne PÉNISSAT, Olivier FILLIEULE, Lilian MATHIEU, Cécile PÉCHU (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009, p. 386.

années 1980, l'épicentre d'une politique urbanistique de grande ampleur. Cette frénésie immobilière a engendré un processus de gentrification des quartiers historiques, mais a suscité, par ricochet, la réactivation d'un activisme autonome uni autour de la contestation de l'ordre néolibéral. Comme l'exprime Silvia Gil «le *desencanto* démocratique, la crise de la représentation, et la reconversion capitaliste sont à l'origine de l'apparition de groupes et collectifs au-delà des partis politiques, liés à l'insoumission, l'antimilitarisme, à l'écologisme, au mouvement étudiant, à l'okupation, et à différents collectifs féministes»⁴.

Le féminisme qui émerge dans les rangs de la mouvance autonome, constitue un laboratoire expérimental de nouvelles subjectivités, et de nouveaux rapports sociaux de sexe. Soulignons toutefois que le féminisme autonome n'est pas un courant homogène et prend des colorations différentes en fonction des contextes dans lequel il se déploie. La présente étude se centre sur le féminisme autonome madrilène post-transitionnel, qui revendique son affiliation idéologique à la culture politique *Okupa*. Pour plus de lisibilité, nous parlerons du «féminisme Okupa» actif au sein du mouvement autonome, dont nous avons brossé les contours dans une publication récente⁵.

Si le mouvement autonome a suscité l'intérêt des chercheurs depuis le début des années 2000⁶, les travaux sur l'autonomie se sont surtout intéressés au profil

⁴ Silvia GIL, *Nuevos feminismos*, *op.cit.*, p. 47.

⁵ Karine BERGÈS, "Susana Cintado. El feminismo Okupa del colectivo LigaDura", Rosario RUIZ FRANCO et María Jesús FUENTE PÉREZ (ed.), *Revista de Historiografía*, "Mujeres peligrosas", n° 9, Universidad Carlos III, Madrid, 2019, pp. 303-319.

⁶ Lorenzo NAVARETTE MORENO, *La autopercepción de los jóvenes okupas en España*, Madrid, Instituto de la Juventud, 1999; *Okupación, represión y movimientos sociales*, VVAA, Madrid, Diatriba/Traficantes de sueño, 2000; Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ, *Okupaciones de viviendas y de centros sociales. Autogestión, contracultura y conflictos urbanos*, Barcelona, Virus Crónica, 2002; Gonzalo WILHELMI, *Armarse sobre las ruinas. Historia del movimiento autónomo en Madrid (1985-1999)*, Madrid, Potencial Hardcore, 2002; *Autonomía y Metrópolis. Del Movimiento Okupa a los centros sociales de segunda generación*, VVAA, Cuaderno-Herramienta 01, 2008; *¿Dónde están las llaves?*, Ramón ADELL ARGILÉS, Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ (coords.), Madrid, Catarata, 2005; MARIO DOMÍNGUEZ, Miguel Ángel MARTÍNEZ, Elisabeth LORENZI, *Okupaciones en Movimiento. Derivas, estrategias y prácticas*, Madrid, Tierradenadie ediciones, 2010; *Tomar&Hacer en vez de pedir y esperar. Autonomía y movimientos sociales. Madrid 1985-2011*, Francisco SALAMANCA, Gonzalo WILHELMI (eds.), Madrid, Confederación Sindical Solidaridad Obrera, 2012; *Okupa Madrid (1985-2011). Memoria, reflexión, debate y autogestión colectiva del conocimiento*, Miguel Ángel MARTÍNEZ LÓPEZ et Ángela GARCÍA

sociologique des militants okupas, à l'analyse de leurs codes esthétiques ou contre-culturels – notamment la dimension musicale –, et leurs répertoires d'action. L'approche de genre, malgré un certain nombre d'études produites ces dernières années⁷, peine encore à trouver une légitimité dans l'historiographie de la mouvance autonome, largement écrite au masculin. Il en est de même des trajectoires militantes des femmes okupas qui sont restées un angle mort des études sociologiques, historiques et de genre, ce qui confirme le constat établi dans les années 1970 par Angela McRobbie et Jenny Garber pour le champ des études culturelles: «Il semble que très peu de choses aient été écrites sur le rôle des filles dans les groupements culturels de la jeunesse. Elles sont absentes des études ethnographiques subculturelles, des histoires pop, des récits personnels et des enquêtes journalistiques dans ce domaine»⁸. En effet, au cours des années 2000, les recherches témoignent d'un engouement pour l'étude des mobilisations féministes à partir de la fin du franquisme et, surtout pendant la Transition démocratique (1975-1981), période au cours de laquelle de nouveaux droits ont été obtenus et où l'on assiste à l'institutionnalisation du féminisme. Les luttes féministes autonomes des années 1980 sont ainsi délaissées par l'historiographie féministe car cette décennie est traditionnellement pensée comme un moment de désactivation des mouvements sociaux. Par ailleurs, la spécificité du «féminisme okupa» réside justement dans son refus de coopération avec les institutions, dans l'affirmation d'une identité marginale et dans le rejet du féminisme intellectuel au profit de l'action directe, ce qui a été un frein à

BERNARDOS (eds.), Madrid, Diagonal, 2014 ; Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ "El Movimiento de Okupaciones: Contracultura urbana y dinámicas alter-globalización", *Revista de Estudios de Juventud. Jóvenes, movilización y movimientos altermondialistas*, Rafael PRIETO LACACI (coord.), n° 76, 2017, pp. 225-243.

⁷ Marina MARINAS SÁNCHEZ, "Derribando los muros del género: Mujer y Okupación", *¿Dónde están las llaves?*, op. cit., pp. 205-226 ; Marta LLOBET ESTANY, "Contracultura, creatividad y redes sociales en el Movimiento Okupa", *¿Dónde están las llaves ?*, Ramón ADELL ARGILÈS, Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ (coords.), Madrid, Catarata, 2004, pp. 179-203; Gracia TRUJILLO BARBADILLO, "Cultural y político: el feminismo autónomo en los espacios autogestionados", *Revista de Estudios de Juventud. Movilización social y creatividad política de la juventud*, n° 75, 2006, pp. 61-73; Silvia LÓPEZ, "Apuntes feministas desde y más allá de los centros sociales okupados", *Autonomía y metrópolis.*, op.cit. pp. 31-39 ; Phoolan DEVI, "Mujeres sin hombres y peces sin bicicleta. Mirando hacia atrás: experiencias de Autonomía y Feminismo", *Tomar&Hacer*, op. cit., pp. 9-34.

⁸ Angela MCROBBIE, Jenny GARBER, "Filles et subcultures", in Hervé GLEVEREC, Eric MACÉ, Eric MAIGRET (dir.), *Cultural Studies. Anthologie*, Paris, Armand Collin, 2008, p. 81.

la transmission et à la postérité des luttes des femmes engagées dans ces mouvements alternatifs.

Dans le cadre de ce volume sur l'associationnisme et les mobilisations féministes, nous avons souhaité placer la pratique de l'occupation au centre de notre réflexion, en l'appréhendant à la croisée du genre, de l'individuel et du collectif, de l'intime et du politique. L'occupation de locaux vacants doit être analysée comme une forme de dissidence par rapport à l'ordre néolibéral et à la morale conservatrice, et comme un instrument de lutte et d'émancipation, notamment pour les femmes. C'est cette dimension genrée de la pratique de l'occupation que nous nous proposons d'interroger à partir de la trajectoire militante d'un groupe féministe embryonnaire, LigaDura, qui voit le jour en 1987 sous la tutelle du mouvement *Okupa*. Ce collectif a été fondé par une douzaine de militantes qui partagent un ensemble de traits communs: leur jeune âge – entre 19 et 27 ans –, une relative homogénéité sociale – elles sont issues des classes ouvrières ou moyennes qui ont formé le tissu urbain des banlieues madrilènes –, l'identification à une contre-culture bâtie autour de codes masculins hétéronormatifs et parfois violents. La diversité de leurs réseaux de socialisation – l'université, le syndicalisme étudiant, les mouvements libertaires, les luttes écologistes, antinucléaires ou anti-OTAN – a renforcé la multipositionnalité militante des LigaDura et la convergence de leurs luttes avec les mouvements écologistes, antifascistes, antimilitaristes, antiracistes ou anticapitalistes. Ces dernières ont également centré leur engagement féministe sur les sujets minoritaires, en dénonçant tour à tour, les conditions d'emprisonnement des détenues de droit commun en Espagne, la répression contre les prisonnières politiques des groupes d'action directe en Allemagne, les discriminations subies par les femmes issues de l'immigration au regard du durcissement des politiques migratoires des années 1980, ou encore la situation des femmes indigènes en Amérique Latine, soumises à la violence des politiques de stérilisations forcées⁹.

⁹ Pour une étude complète du collectif LigaDura et du féminisme Okupa, voir Karine BERGÈS, "*Contraculturas radicales en el Madrid post transicional. El feminismo Okupa del colectivo LigaDura y su posteridad (1987-2017)*", Mémoire d'Habilitation à diriger des Recherches, Université Paris 8, 2017.

En partant d'une approche centrée sur l'occupation comme pratique militante et politique, notre étude s'organisera autour de quatre axes. Après avoir posé le contexte historique post-transitionnel et rappelé les ambitions de la jeune démocratie espagnole, notamment concernant les processus socio-économiques et les phénomènes de gentrification urbaine dans le Madrid des années 1980, nous reviendrons sur les grands principes fondateurs du mouvement Okupa comme espace de contestation à l'ordre néolibéral, et sur l'occupation, comme pratique de résistance contre-culturelle. Dans une troisième partie, nous interrogerons l'occupation à partir d'une perspective de genre en prenant comme laboratoire d'observation des cas concrets d'occupations madrilènes des années 1980. Les témoignages des anciennes okupas¹⁰ permettront de poser un regard nouveau sur les rapports sociaux de sexe et les conflits genrés au sein des espaces militants. Enfin, dans une dernière partie, nous démontrerons que l'expérience occupante, si elle est un instrument de dissidence contre l'ordre néolibéral, peut aussi être appréhendée, dans une approche de genre, comme un processus de socialisation féministe au service de l'autonomisation des jeunes femmes okupas des années 1980.

PROCESSUS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET GENTRIFICATION URBAINE DANS LE MADRID DES ANNÉES 1980

L'arrivée au pouvoir des socialistes inaugure une nouvelle étape de l'histoire de l'Espagne. Dans son discours d'investiture, prononcé le 30 novembre 1982, le nouveau chef du gouvernement, Felipe González, appelait de ses vœux une dynamique réformatrice de grande ampleur et annonçait les trois objectifs clefs de sa législature: la paix sociale, l'unité nationale et le progrès¹¹. Pour comprendre l'adoption de cette ligne idéologique, il faut rappeler que le «gouvernement socialiste hérite d'une longue

¹⁰ Les entretiens cités dans cette étude ont été réalisés par l'auteure à Madrid entre 2013 et 2018, auprès d'anciennes féministes actives dans le mouvement Okupa des années 1980 et dans le collectif LigaDura. Nous avons fait le choix ici de conserver leur témoignage en langue originale, l'espagnol, et de ne pas citer le nom des personnes interrogées afin de respecter leur anonymat.

¹¹ Julián CASANOVA, Carlos GIL ANDRÉS, *Historia de España en el siglo XX*, Barcelona, Ariel, 2009, p. 346. Les citations d'ouvrages espagnols ont été traduites en français par l'auteure.

tradition interventionniste»¹², marquée par le tournant libéral des années 1960 et l'ouverture économique amorcée par le régime de Franco. Ce nouveau cycle, tourné vers un « capitalisme corporatiste »¹³ modifie considérablement le visage de la société espagnole: «de rurale et traditionnelle celle-ci devient urbaine et moderne, le niveau de vie s'élève, les biens de consommation commencent à être à la portée de tous, les classes moyennes s'élargissent et se diversifient»¹⁴. Ce faisant, cette transformation sociétale encourage le flux migratoire des campagnes vers les centres urbains qui absorbent en quelques années une population en constante augmentation. Sous l'effet de l'industrialisation et de l'immigration intérieure, l'urbanisation massive des quartiers périphériques autour de la capitale, prévue dans le *Plan de Reordenación del Area Metropolitana* de 1963¹⁵, se développe. C'est également au sein de ces banlieues sud de Madrid que se forge un prolétariat urbain, lequel deviendra, dans les années 1970, le fer de lance de la contestation sociale et politique.

Ce détour par l'histoire urbaine nous permet de mieux appréhender les processus socio-économiques à l'œuvre dans l'Espagne du début des années 1980. Le gouvernement socialiste s'emploie dès 1982 à consolider la jeune démocratie en conduisant une politique d'assainissement de l'économie: lutte anti-inflationniste, rééquilibre de la balance des paiements et réduction du déficit public. Les réformes sociales et économiques deviennent la clef de voute de l'action gouvernementale avec «l'inscription du PSOE dans un paradigme social-démocrate hétérodoxe»¹⁶. Par ailleurs cette étape est surtout marquée par une restructuration économique et la reconversion industrielle, l'objectif étant de parvenir à un ajustement du système productif aux exigences d'une économie globalisée. Le processus d'eupérisation de l'Espagne et la modernisation de son modèle économique, allaient toutefois se réaliser au prix de réajustements idéologiques et au détriment de la paix sociale, comme

¹² Sophie BABY, "L'Espagne à l'heure européenne: modernisation et intégration", *Histoire de l'Espagne contemporaine. De 1808 à nos jours*, Jordi Canal (dir.), Paris, Armand Colin, 2009, p. 282.

¹³ Mercedes YUSTA, "Du développement économique à la crise politique", *ibidem.*, p. 229.

¹⁴ *Ibidem.*, p. 227.

¹⁵ Voir Emilio LARRODERA, "El Plan General de Ordenación Urbana del Área Metropolitana de Madrid. 1963", *Ciudad y territorio: Revista de ciencia urbana*, n° 2-3, 1976, p. 27-32.

¹⁶ Vincent MARIN, *Le projet réformiste du PSOE (1979-1986): construction et mise en œuvre d'un socialisme repensé*, Thèse de Doctorat, Université Toulouse Jean-Jaurès, 2015, p. 161.

l'atteste la consolidation «des grands mouvements sociaux, entre 1985 et 1995 [qui] se développèrent sur le mode «défensif», contre les restructurations et les fermetures d'usine»¹⁷. Ces ajustements en matière de politique industrielle eurent de lourdes retombées sur la reconfiguration des grands secteurs économiques et sur l'alignement avec une économie d'inspiration libérale: flexibilisation du marché du travail, assouplissement des procédures de licenciements, suppression de 70.000 postes dans le secteur industriel¹⁸, augmentation du taux de chômage qui touchait 22% de la population active en 1985¹⁹. Le taux de chômage des jeunes s'élevait pour sa part à 25% en 1985 contre 9,8% en 1974, révélant un processus croissant de précarisation de la jeunesse espagnole dès le début des années 1980, touchée de plein fouet par les effets inattendus du premier choc pétrolier de 1973, la flexibilité du marché du travail et la généralisation des emplois temporaires.

La confluence de ces indicateurs a une incidence directe sur les conditions de vie de la jeunesse des années 1980, en proie au *desencanto*, attitude que l'on peut définir comme «une apathie civico-sociale [...] sorte de désillusion postérieures aux attentes engendrées par la mort de Franco»²⁰. Par ailleurs, ces réformes ont un impact direct sur l'indépendance économique des jeunes. Sans contrat fixe, les chances d'accéder à un logement s'amenuisent, et de surcroît, dans un contexte politique et social menacé par la corruption et la spéculation immobilière ("*política del ladrillo*"). La décennie des années 1980 est ainsi frappée par une hausse du prix du logement en raison de plusieurs facteurs: l'introduction dans le pays de capitaux étrangers exclusivement spéculatifs, l'augmentation de la demande de logement professionnels (*oficinas*), l'intégration dans l'Union européenne et l'OTAN, la spéculation en Bourse de capitaux étrangers, les avantages fiscaux liés à la possession de biens immobiliers. La politique spéculative est à son apogée. Les entreprises immobilières s'enrichissent sur des terrains agricoles (*rústicos*) en les urbanisant et en les revendant à un prix élevé.

¹⁷ Bartolomé BENNASSAR, Bernard BESSIERE, *L'Espagne: Histoire, société, culture*, Paris, La Découverte, 2017, p. 86.

¹⁸ Vincent MARIN, *Le projet réformiste du PSOE (1979-1986): construction et mise en œuvre d'un socialisme repensé*, op.cit., p. 169.

¹⁹ Bartolomé BENNASSAR, Bernard BESSIERE, *L'Espagne: Histoire, société, culture*, op.cit., p. 86.

²⁰ Sophie BABY, *Le mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 201.

Quant à la rénovation des centres historiques des grandes agglomérations, elle induit un phénomène de gentrification et une hausse de la valeur du foncier et des loyers. L'accès au logement et à l'emploi devient donc, dans le Madrid post-transitionnel, un «nouveau facteur de ségrégation sociale qui touchait surtout la jeunesse»²¹. Enfin, une autre conséquence de cette politique immobilière néolibérale est observable dans le nombre élevé de logements vacants dans les grandes villes européennes, ce qui nous rapproche du thème de cette étude. L'occupation illégale de locaux s'est généralisée un peu partout en Europe, et tout particulièrement en Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Italie. En Espagne, les raisons de cette vacance sont multiples: logements inhabités en vente ou en attente d'un autre usage que le résidentiel (bureaux), logements en voie d'une résolution juridique suite à un héritage ou un litige, logements acquis par des particuliers ou entreprises soumis à la spéculation, logements achetés par des propriétaires pour leur descendance, logements occupés de façon ponctuelle comme résidence secondaire²². La libéralisation du marché immobilier et la spéculation ont été encouragées par l'État dans le but de réactiver la promotion immobilière dans une époque de récession, et cela au détriment de la construction de logements sociaux comme en témoignent les *Planes de Vivienda* successifs (1988, 1995-1998, 1998-2001). Le manque de logements sociaux, l'augmentation des prix de l'immobilier, l'éloignement des populations des centres historiques, la précarisation de la jeunesse et la consolidation des politiques libérales du gouvernement socialiste ont généré un climat favorable à la formation d'un vaste mouvement contestataire. C'est dans ce contexte qu'il convient de situer l'émergence du mouvement Okupa qui, malgré son caractère minoritaire, incarne une culture de la dissidence.

LE MOUVEMENT OKUPA DES ANNÉES 1980 ET LA PRATIQUE DE L'OCCUPATION

Le mouvement Okupa est un mouvement de contestation urbaine, majoritairement juvénile, qui a exercé une opposition radicale contre les institutions néolibérales, les logiques mercantiles et l'ordre moral traditionnel. Il constitue un front

²¹ Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ, *Okupaciones de viviendas y de centros sociales*, op. cit., p. 71.

²² *Ibidem.*, p. 76.

de résistance antisystème en accordant une place centrale à la pratique de l'occupation. Pour le mouvement Okupa espagnol des années 1980 la pratique occupante consiste à investir des locaux vacants – anciennes usines, couvents, immeubles désaffectés, biens de l'État ou d'entreprises – pour dénoncer la spéculation immobilière, la marchandisation de l'espace urbain, l'impossibilité pour les jeunes des classes populaires d'accéder à un logement et, par ricochet, à l'indépendance financière. Par ce biais, il s'agit également d'explorer de nouvelles formes de vie et de renouer des liens de sociabilité entre le quartier et les centres occupés. Enfin, l'occupation consiste à "libérer" des espaces pour pallier l'absence de lieux de sociabilité et y développer une «culture et des loisirs alternatifs aux traditionnels, en marge des propositions classiques de la gauche radicale, aussi bien marxiste qu'anarchiste»²³. Dans cette optique, la primauté est accordée à des activités autogérées, culturelles, associatives ou politiques, à rebours des circuits de production institutionnalisés ou commerciaux. Toutefois, la généralisation de la pratique de l'occupation au cours des années 1980 n'est pas totalement nouvelle en Espagne. Elle avait déjà été pratiquée au sein du *movimiento vecinal*²⁴ des années 1970. Celui-ci revendiquait l'occupation comme un instrument de lutte sociale afin de combler le manque de logements, d'infrastructures et d'équipements publics des quartiers ouvriers, dans le contexte d'immigration massive vers les grands centres urbains de Madrid et Barcelone. On peut ainsi établir des liens ténus entre l'occupation des années 1970 et celle des années 1980, notamment dans la pratique de l'autogestion dans les centres sociaux ou culturels, les bibliothèques, les Écoles populaires (comme la *Prospe* à Madrid) créés au sein même des quartiers afin d'y accueillir les jeunes, les femmes, les retraités, les chômeurs. Cependant, si la pratique de l'occupation durant

²³ Gonzalo WILHELMI, *Armarse sobre las ruinas. Historia del movimiento autónomo en Madrid (1985-1999)*, *op.cit.*, p. 74.

²⁴ Le "movimiento vecinal" ou "asociaciones de vecinos" renvoie à l'auto-organisation qui a prévalu au sein des quartiers pour améliorer les conditions de vie des habitants et endiguer le mal-être social. Principal levier de contestation, ce mouvement formé par des acteurs hétérogènes (catholiques, ouvriers, commerçants, retraités, syndicalistes, communistes, femmes au foyer, etc.) est devenu dès 1976 un acteur politique incontournable dans les principales villes du pays. Pour une analyse détaillée du Movimiento vecinal, voir Emmanuel RODRÍGUEZ LÓPEZ, *Por qué fracasó la democracia en España*, Madrid, Traficantes de Sueños, 2015. Pour une analyse de genre au sein du Movimiento vecinal voir Pamela RADCLIFF, "Ciudadanas. Las mujeres de las Asociaciones de Vecinos y la identidad de género en los años setenta", Vicente PÉREZ QUINTANA y Pablo SÁNCHEZ DE LEÓN (eds.), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal*, Madrid 1968-2008, Catarata, 2008, pp. 34-54.

les premières années de la démocratie consistait principalement à compenser la carence de logement par l'autogestion, il n'en demeure pas moins que ce mouvement ne peut être réduit à ce seul objectif. À partir des années 1980, l'utilisation de la lettre « K » (*Okupación*) au lieu de « C » (*Ocupación*), traduit visuellement et idéologiquement les différences avec la pratique de l'occupation sociale des années 1970, parfois qualifiée « d'occupation fonctionnelle pratique »²⁵. Cette modification orthographique peut être lue comme un héritage du mouvement des squats hollandais, les *krakers* (squatters), l'un des premiers en Europe à avoir introduit la pratique de l'occupation par et pour les jeunes. Comme le rappelle Edith Gaillard, auteure d'une thèse de doctorat sur les squats féministes en France et en Allemagne, les pratiques habitantes alternatives à Berlin s'inscrivent dans une longue tradition :

Expérimenter la vie collective, l'autogestion et la démocratie directe sont des idées qui traversent la scène alternative allemande depuis les années 1970, période à laquelle sont apparues les premières maisons autogérées: les «Hausprojekt». Ces habitats alternatifs se donnent pour objectif de développer de nouvelles formes de «vivre ensemble» en construisant généralement en leur sein des espaces d'activités politiques, de sociabilités²⁶.

La pratique de l'occupation a également suscité un fort engouement en raison de la situation urbaine berlinoise des années 1970, qui comptait plus de 100.000 bâtiments vides et un parc immobilier constitué à plus de 90% de biens locatifs²⁷. Cette configuration a attisé la convoitise de jeunes squatteurs qui ont commencé à investir les locaux vacants de façon illégale et à y réaliser des travaux de rénovation afin de réhabiliter le patrimoine immobilier, pratique reprise par les okupas madrilènes, notamment dans les quartiers historiques de Madrid, comme Lavapiés. L'occupation ambitionne donc de rendre habitables des locaux souvent en état de délabrement pour y «développer, au travers de nombreuses associations, des actions culturelles visant à stimuler la vie de quartier et ainsi légitimer leur occupation²⁸.

²⁵ Déclaration de Juan Merinero, reproduite dans l'ouvrage *Okupa Madrid (1985-2011). Memoria, reflexión, debate y autogestión colectiva del conocimiento*, op.cit., p. 143.

²⁶ Edith GAILLARD, *Habiter autrement: des squats féministes en France et en Allemagne. Une remise en cause de l'ordre social*, Thèse de Doctorat, Université François-Rabelais de Tours, 2013, p. 59.

²⁷ Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ, *Okupaciones de viviendas y de centros sociales*, op.cit., p. 101.

²⁸ Edith GAILLARD, *Habiter autrement: des squats féministes en France et en Allemagne*, op.cit., p. 180.

Ce processus est à l'œuvre dans le Madrid des années 1980, une ville, nous l'avons vu, soumise à la spéculation immobilière, qui a sacrifié «les lieux non essentiels» au profit de la construction frénétique de logements résidentiels destinés aux classes moyennes supérieures ou à un usage professionnel. Par «lieux non essentiels», il faut entendre, «les espaces de jeu, les centres sociaux, les clubs de jeunes et les équipements de loisirs, [car] tout cela est souvent sacrifié aux besoins des promoteurs privés, qui ont bien entendu de toute autre priorité»²⁹. Dans ce contexte, l'occupation se veut à la fois une pratique de résistance contre la spéculation, tout comme un moyen de recréer des lieux de sociabilité pour une jeunesse en quête d'espaces de loisirs dédiés à la production et à la diffusion d'une culture alternative, notamment musicale. Ces occupations, on l'a dit, marquent une rupture avec les occupations antérieures. Elles sont réalisées par des jeunes des classes moyennes et ouvrières et comportent une dimension politique. Elles ne consistent pas seulement «en une stratégie de désobéissance, de protestation et de satisfaction d'une nécessité résidentielle [mais elles s'accompagnent] d'un discours et d'une identité au sein desquels convergent des préoccupations multiples, des revendications et des critiques radicales au modèle en vigueur dans la société»³⁰.

Le caractère novateur de ces occupations n'a pas échappé à la plupart des activistes, sociologues ou historiens qui ont étudié ces pratiques alternatives. Le sociologue Miguel Martínez López ébauche ainsi une généalogie autour de trois étapes historiques de l'occupation. La première marque la gestation de ce que l'on appelle, au sens large, le mouvement autonome. Elle débute en 1985 avec l'occupation d'un local désaffecté appartenant à la compagnie Hidroeléctrica, au 83 rue Amparo dans le quartier de Lavapiés, et se poursuit avec la formation de l'Asamblea de Okupas de Madrid en 1987. Si l'occupation de *Amparo 83* ne dure que dix jours – elle s'achève le 11 novembre 1985 avec l'arrestation de quinze personnes – elle aura eu le mérite de poser les fondations de la mouvance autonome autour de principes clefs: autogestion, anti-autoritarisme, action directe, anticapitalisme et contre-culture.

²⁹ Phil COHEN, «La communauté ouvrière et le conflit subculturel. L'East End en proie à la rénovation», *Cultural Studies. Anthologie*, op.cit., p. 73.

³⁰ *Okupa Madrid*, op. cit., p. 81.

À partir de 1987, la Asamblea de Okupas de Madrid coordonne les expériences d'occupation madrilènes, toutes de courte durée et aussitôt réprimées par la Police: Ronda de Atocha (13-17 avril 1987), Argumosa (1-5 mai 1987), Kasa Okupa de Informaciones (14-15 novembre 1987). Elles débouchent finalement sur une première occupation d'envergure, Arregui y Aruej, ancienne usine désaffectée située dans le quartier populaire de Vallecas. Contre toute attente, cette occupation se prolonge 100 jours – du 28 mai au 30 août 1988 – et perdure dans la mémoire du mouvement comme la première *Kasa Popular* conçue comme «un centre de dynamisation de la lutte contre l'Etat»³¹. La détermination de la soixantaine d'occupant.e.s transparaît dans ce communiqué de la Asamblea de Okupas de Madrid: «Notre intention n'est pas de conduire un quelconque mouvement, ni de fédérer les masses autour de nous, mais d'encourager, par la diffusion, le débat autonome et révolutionnaire, l'auto-organisation des personnes avec des inquiétudes»³².

Cette première expérimentation se déploie autour de la mise en œuvre de pratiques habitantes spécifiques qui produisent de nouvelles formes de sociabilité. Pour ces jeunes okupas, les trois mois de vie communautaire «ont permis à bon nombre de jeunes de s'impliquer dans un projet politique»³³, en développant des activités politiques (débat, assemblées), des activités culturelles (ateliers, théâtre, concerts, collaboration avec des radios libres comme *Radio Cero*, *Radio Vallecas*), et de développer «des formes nouvelles de cohabitation qui s'opposent frontalement à ce que l'on nous impose depuis le pouvoir»³⁴. Les activistes du mouvement Okupa expérimentent ainsi des formes d'organisations fondées sur le micro-politique, avec comme objectif final l'avènement d'autres possibles, l'émancipation individuelle et, par ricochet, la transformation collective de la société. Comme l'indique Silvia Gil:

L'okupation apparaît comme une rupture dans la chaîne culture-société-travail et vie à maints égards. Elle propose de nouvelles cultures du métissage, de la créativité et de la diversité ; elle repense les connexions sociales entre différentes

³¹ *Ibidem.*, p. 89.

³² Texte reproduit dans Gonzalo WILHELMI, *Armarse sobre las ruinas*, *op. cit.*, p. 39. Texte non daté mais probablement des premiers jours de l'occupation de Arregui y Aruej.

³³ *Okupa Madrid*, *op. cit.*, p. 91.

³⁴ «100 días de okupación, 100 días de autogestión», *Sabotaje*, n° 7, décembre 1988.

*réalités (...), critique le travail (...), libère du temps libre pour le mettre au service de la vie et de la construction de la coopération sociale (...). En définitive, okuper ce n'est pas avoir une identité, mais bel et bien lancer un geste d'insoumission contre l'organisation imposée de la vie*³⁵.

Cette philosophie peut expliquer l'attrait que ces formes de vie alternative pouvaient exercer sur une partie de la jeunesse des années 1980, marquée par «[la] perte de crédibilité dans les grandes idéologies, [les] crises des repères éthiques et esthétiques, [la] vacance des avant-gardes, [la] crainte de l'engagement intellectuel et [le] repli sur une culture de l'individualisme et de l'hédonisme»³⁶. Ce «vivre ensemble» repose en effet sur un engagement moins contraignant que la militance traditionnelle en valorisant l'identité individuelle dans une visée transformatrice du collectif. En dépit de son hétérogénéité et de ses positions diverses, le mouvement autonome demeure, aux yeux d'une jeunesse insoumise, une opportunité de construire un « espace neuf » à partir duquel mener une lutte politique directe contre la spéculation et l'ordre néolibéral, une affirmation identitaire contre les normes morales et une bataille contre-culturelle, à travers la production culturelle. Un attrait, que Gonzalo Wilhemi, historien et activiste du mouvement autonome, résume en ces termes:

*A la différence des organisations politiques classiques, le mouvement autonome ne proposait pas l'adhésion à des idéaux qui ne seraient mis en pratique qu'au lendemain de la révolution, mais une transformation de la vie ici et maintenant. Face aux agressions, organiser l'auto-défense, face à l'impossibilité d'accéder au logement et la nécessité d'espaces culturels autogérés, l'okupation, face à une culture officielle qui encourageait la consommation, la délégation et la passivité, la possibilité de participer à de multiples activités culturelles, toujours avec l'état d'esprit du « fais le toi-même », tout en incluant une solide scène musicale*³⁷.

L'OCCUPATION DANS UNE PERSPECTIVE DE GENRE

On a vu, dans les pages antérieures, l'attrait que pouvait susciter le mouvement autonome pour une jeunesse en quête d'idéaux, mais qu'en est-il des jeunes femmes

³⁵ Silvia GIL, *Nuevos feminismos*, op. cit., p. 84.

³⁶ Bernard BESSIERE, *Vingt ans de création espagnole 1975-1995*, Paris, Nathan, 1995, p. 114.

³⁷ Francisco SALAMANCA, Gonzalo WILHEMI, *Tomar&Hacer en vez de pedir y esperar. Autonomía y movimientos sociales. Madrid 1985-2011*, op.cit., p. 86.

qui s'engagent dans ces groupements contre-culturels des années 1980 ? Si la présence féminine au sein du mouvement Okupa est relativement significative³⁸, cela s'explique par la rupture que cette expérience supposait avec les normes conventionnelles héritées de la culture patriarcale et la morale nationale-catholique imposée par les idéologues du régime franquiste. Par ailleurs, ces jeunes femmes voyaient dans ces espaces alternatifs la possibilité d'expérimenter de nouvelles formes de vie en s'affranchissant des codes genrés traditionnels. Cela s'est traduit, entre autres, par l'adoption d'une esthétique virile héritée des *black blocs* allemands, ces groupes d'action directe de la gauche radicale des années 1980, qui investissent l'espace public vêtus de *sweats* à capuches, blousons en cuir noir, casques ou foulards palestiniens et bottes de motards. Cette esthétique confirme l'affirmation d'une identité collective partagée autour de marqueurs identitaires – vestimentaires, langagiers, culturels – qui cherchent à se démarquer de la culture majoritaire, notamment parentale. Toutefois, au gré de la cohabitation avec leurs camarades autonomes, les femmes okupas se sont inévitablement heurtées aux *habitus* virils du mouvement. La confrontation entre les utopies et la praxis est venue nourrir, au fil du temps, la désillusion des militantes dans leur quête d'un projet de transformation des rapports sociaux de sexes. La réalité de la vie quotidienne, notamment lors des occupations, a mis au jour les difficultés éprouvées par les femmes okupas au sein d'espaces mixtes où la plupart de leurs camarades, fraîchement émancipés du cocon familial, n'avaient pas encore déconstruit une culture patriarcale particulièrement tenace. Les occupations dévoilent ainsi la persistance d'inégalités, notamment dans la différenciation des rôles sexués, ce qui ne va pas manquer de générer des conflits interrogeant directement le caractère genré des pratiques occupantes.

Les travaux produits ces dernières années sur le mouvement autonome³⁹ ont fait état d'un certain nombre de conflits – personnels, idéologiques, politiques – au cours des occupations. À ces conflits, inhérents à toutes les expérimentations de vie

³⁸ Dans son étude du mouvement autonome, Miguel Martínez López, en se fondant sur l'observation d'un échantillon de militant.e.s okupas des années 2000, fournit des données chiffrées qui font état de 53% d'hommes et de 47% de femmes. Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ, *Okupaciones de viviendas y de centros sociales*, op. cit., p. 262.

³⁹ Ces travaux ont été cités dans les notes introductives.

communautaire, s'en sont greffés d'autres. Appréhendés à l'aune du genre, ils ont trait à la reproduction d'attitudes patriarcales ou sexistes, notamment dans la répartition des tâches au sein des espaces occupés – travaux domestiques pour les filles *versus* travaux manuels pour les garçons. En partant du principe que «l'habitat est une matrice physique qui rejoint une matrice sociale»⁴⁰, on peut affirmer qu'il est le reflet de l'assignation des femmes à un rôle de sexe. Dans le même temps, il est «un instrument politique du changement social, de la transgression des normes sociales fixées sur le genre»⁴¹, comme en témoigne l'occupation de Arregui y Aruej qui nous offre un terrain propice à l'observation de ces rapports genrés au sein des espaces mixtes.

À l'inverse des précédentes, l'occupation prolongée de cette ancienne usine permet à la soixantaine d'occupant.e.s de mettre en place un dispositif organisationnel sur une période relativement longue. Cette occupation réunit des militant.e.s des différents collectifs de la AOM, Anti-Karceles, Colectivo Autónomo Antimilitarista, Grupo anti-imperialista, Coordinadora de Mensakas et LigaDura. Dans les témoignages des anciens militants okupas, les difficultés rencontrées lors de cette occupation sont évoquées. Toutefois, elles ne sont que rarement interprétées à l'aune du genre, lequel semble totalement évacué au profit de tensions personnelles ou idéologiques. En revanche, les témoignages recueillis auprès des anciennes militantes okupas nous permettent d'analyser la pratique de l'occupation sous cet angle, et de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la reproduction de logiques asymétriques à l'intérieur d'espaces dont la finalité est pourtant d'expérimenter « un vivre autrement ». Alors que la vocation première de l'occupation reposait sur la subversion de l'ordre établi, il était difficilement envisageable, pour ces jeunes femmes autonomes, de ne pas inclure la contestation de l'ordre patriarcal dans la praxis des occupations. Or, les entretiens réalisés mettent l'accent sur la reproduction des rôles sexués au sein même des espaces occupés:

Después de la experiencia de dos o tres ocupaciones, entrábamos todos igual, porque el trabajo en la casa lo hacíamos todos igual, pero una vez en la casa, los chicos se ocupaban de las vallas, de la defensa y nosotras estábamos

⁴⁰ Edith GAILLARD, *Habiter autrement*, op. cit., p. 29.

⁴¹ *Ibidem.*, p. 29.

*siempre limpiando, rehabilitando [...] pues te encontrabas siempre los mismos roles [...]. En Arregui y Aruej, era una evidencia, una gran evidencia por la división sexual del trabajo que se reprodujo, de manera automatizada, durante la convivencia en esta ocupación*⁴².

Par ailleurs, en comparaison avec les occupations antérieures, les femmes ne sont plus minoritaires et il convient de réhabiliter le rôle qu'elles ont joué au sein du mouvement, «comme sujets actifs qui apportent, à partir du débat et de la réflexion, d'autres formes d'organisation au quotidien»⁴³. La participation des femmes aux occupations a ainsi fait émerger les contradictions que mettent au jour ces expériences nouvelles de cohabitation, fruit des stéréotypes patriarcaux dominants. Le constat est par exemple unanime quant à la difficulté d'obtenir la même légitimité que les hommes, notamment lors des prises de parole publique au sein des assemblées. Sans la maîtrise d'un vocabulaire militant et d'une certaine expertise, il est souvent compliqué pour les jeunes femmes de s'imposer. Pour faire entendre leur voix, elles sont obligées d'imiter certaines attitudes traditionnellement attribuées au militant masculin, cet archétype du «soldado aguerrido», qui jouit d'une autorité morale. Pour autant, elles ne parviennent jamais totalement à résoudre le déséquilibre dans la répartition du temps de parole, monopolisé par les hommes alors que les interventions féminines restent marginales ou peu considérées, comme en témoigne cette ancienne militante:

*Cuando hablaba una mujer la interrumpían más fácilmente que si era un tío el que hablaba, porque lo que dice un tío o determinados tíos, pues tenía más valor que lo que podía decir una tía. Entonces, sí que había más interrupciones cuando hablaban las tías o no se respetaba o directamente no se las dejaba a veces ni hablar. Eso sí que existía*⁴⁴.

Face à ce constat, les anciennes militantes s'accordent à reconnaître que l'occupation d'Arregui y Aruej s'accompagne d'une première prise de conscience du collectif LigaDura, en voie de structuration. À partir de leur expérience du « vivre

⁴² Entretien de l'auteure à une ancienne militante okupa.

⁴³ Marta LLOBET ESTANY, «Contracultura, creatividad y redes sociales en el Movimiento okupa», *¿Dónde están las llaves ?*, op.cit., p. 193.

⁴⁴ Témoignage d'Elena reproduit dans l'ouvrage *Okupa Madrid*, op. cit., p. 317.

ensemble », elles mesurent peu à peu le décalage réel entre les théories égalitaires et la praxis au quotidien. En ce sens, la pratique de l'occupation a été un accélérateur des conflits à des degrés divers, d'autant que le fonctionnement d'un centre occupé doit faire face à une logistique contraignante: l'entretien des locaux en état de délabrement, la gestion du quotidien (ménage, cuisine, travaux), les conflits avec le voisinage, les relations affectives au sein du squat (amicales ou sentimentales), la précarité, la mise en commun des ressources et la défense physique de l'espace. Les trois mois de cohabitation au sein de Arregui y Aruej ont également fait émerger des visions idéologiques contrastées sur la pratique de l'occupation: alors que pour certains okupas l'occupation était une lutte principale – une fin en soi visant à trouver un toit – pour d'autres, elle était un instrument au service de la construction d'un mouvement émancipateur.

La résolution de ces dissensions peut expliquer en partie les asymétries entre le discours théorique – façonné par une utopie sociétale – et la gestion des relations humaines, dans un espace au sein duquel cohabitent des femmes et des hommes avec des parcours de vie très différents. On sait que les premières occupations ont rassemblé majoritairement des jeunes issus des classes populaires mais l'écart se creuse entre les activistes conscientisés, dont un grand nombre d'étudiants en quête d'un «vivre autrement», et des jeunes gens en situation de marginalité (délinquants, petits trafiquants) pour lesquels l'occupation était un moyen de « libérer leur rage », contre la Police notamment. Cette hétérogénéité peut expliquer en partie la difficulté de rendre audible un discours féministe totalement étranger à cette culture populaire. Toutefois, d'autres explications sont à chercher dans la non-conscientisation au sexisme au sein des espaces occupés puisque les questions liées au féminisme étaient souvent considérées comme secondaires. Cela a eu pour effet d'élargir le fossé entre les militantes de plus en plus aguerries aux théories féministes, et le reste du mouvement, peu perméable à ces demandes. Cette marginalité du féminisme a induit par ricochet un processus d'autonomisation des militantes, qui, au gré de leur apprentissage, ont ressenti la nécessité de construire un espace féministe non mixte:

Nous voyons les nombreux déplacements qui s'opèrent pour arriver à la construction d'un espace féministe, non-mixte. La non-conscientisation de la

*question du sexisme devient problème. Un anti-féminisme annoncé permute en un féminisme radical et un pro-féminisme. Les espaces mixtes se prolongent pour devenir des espaces non-mixtes par l'acceptation, dans un premier temps, d'un étage non-mixte puis par la multiplication d'événements féministes*⁴⁵.

Le processus décrit ici par Edith Gaillard pour les féministes autonomes dans les squats français et allemands est similaire à celui des féministes madrilènes. En effet, la progressive autonomisation des femmes okupas les amène à se penser et à se dire «féministes», une conversion qui va de pair avec leur désir et leur besoin de s'émanciper des codes dominants, comme en témoigne Silvia Gil: «A l'intérieur du mouvement autonome, des groupes de femmes (...) ont vu le jour. Elles ont exploré d'autres langages, d'autres formes de participation à des projets, d'autres formes d'expression plus adaptées à leurs préoccupations, généralement invisibilisées par l'uniformité du modèle masculin»⁴⁶. Le repli dans des espaces en non-mixité poursuit également ce même objectif. Elles y réinterrogent l'ordre social et les rapports sociaux et développent une contre-culture féministe par rapport à leur culture politique d'appartenance. C'est ce processus qui est à l'œuvre dans l'occupation du centre social Minuesa.

L'OCCUPATION COMME UN PROCESSUS DE SOCIALISATION FÉMINISTE. LE CAS DU CENTRE SOCIAL MINUESA

L'histoire de l'occupation de Minuesa a fait l'objet de nombreux récits par les anciens okupas, et a suscité l'intérêt des historien.ne.s de l'occupation madrilène, autant de sources que nous allons mobiliser pour rappeler brièvement le contexte de spéculation urbaine dans lequel se réalise l'occupation de cette ancienne imprimerie. Le 20 avril 1988, les ouvriers de l'usine Hijos de E. Minuesa, fondée en 1848, prennent connaissance du *Plan de Ordenación Urbana de Madrid*, élaboré par la Mairie de Madrid. Celui-ci prévoit la transformation des 2 400 m² de leur usine en un projet de complexe immobilier et d'une zone commerciale. Au début de l'été, l'entreprise est déclarée en faillite au motif de la vétusté de ses installations et de son manque de

⁴⁵ Edith GAILLARD, *Habiter autrement*, op. cit., p. 75.

⁴⁶ Silvia GIL, *Nuevos feminismos*, op.cit., p. 78.

productivité, décision qui déclenche l'occupation immédiate des locaux par une centaine d'ouvriers syndiqués ou proches du Movimiento Comunista. En s'opposant à la saisie des machines, ces derniers tentent de sauver leur poste de travail, tout en réclamant des indemnités en cas de fermeture définitive. C'est à ce moment-là qu'ils initient un rapprochement avec les autonomes, engagés dans le même combat pour le droit au logement et contre la spéculation immobilière, et désireux de porter ces luttes ouvrières dont ils revendiquent l'héritage. Le délogement de Arregui y Aruej, à la fin du mois d'août 1988, avait conduit à l'installation d'une vingtaine d'okupas, alors sans domicile, dans les appartements situés au-dessus de l'imprimerie. Ainsi débute l'occupation de Minuesa, rythmée par une longue procédure judiciaire qui ne prendrait fin que six années plus tard avec l'expulsion du 18 mai 1994. Cette première phase d'occupation se poursuit avec l'arrivée de nouveaux occupant.e.s qui investissent progressivement la totalité du bâtiment. Après avoir procédé à un assainissement des locaux, les parties non habitables sont aménagées en centre social autogéré, ouvert sur le quartier. Loin de l'image caricaturale des squats perçus comme des îlots alternatifs imperméables aux réalités sociales et politiques, Minuesa revendique son ancrage local et citoyen afin de reconstruire de nouvelles sociabilités:

Nous voulons offrir la possibilité de créer une véritable culture populaire dans laquelle se reconnaissent des personnes en butte contre la culture du spectacle qui nous oblige à demeurer passifs et acritiques [...] Le centre populaire est une proposition pour consolider et reconstruire les liens sociaux qui donne une véritable vie et identité aux quartiers, en devenant un lieu de rencontre, d'activités et de réunion, et en servant de point de référence pour quiconque aurait besoin de l'aide et de la solidarité des voisins.⁴⁷

Le centre social attire ainsi de nombreux jeunes de la mouvance autonome madrilène en voie de recomposition depuis leur délogement de Arregui y Aruej. Bien que rattachés à des collectifs divers, les autonomes demeurent soudés autour de principes fondateurs: autogestion, anticapitalisme, contre-culture. Un an après l'occupation de Minuesa, une partie des militantes de LigaDura s'installe à son tour dans l'ancienne imprimerie mais il ne s'agit pas d'une entrée massive du collectif car,

⁴⁷ "Una okupación con historia. Minuesa"1990. Ce dossier est consultable sur le site dédié à l'occupation madrilène, <https://laokupacioncomoanalizador.files.wordpress.com/2015/06/minuesa.pdf>.

d'une part, l'occupation de Minuesa s'est échelonnée sur deux années, d'autre part, certaines militantes du collectif ne résideront jamais sur le site. Toutefois, une poignée de jeunes femmes occupait déjà les parties supérieures de l'imprimerie, certaines en couple, d'autres partageant les espaces mixtes avec d'autres okupas. Fortes des enseignements tirés lors des occupations précédentes, les féministes qui rejoignent Minuesa le font sur la base d'une revendication essentielle: «occuper un espace au sein de l'espace», autrement dit, disposer d'un « espace à soi » en fonctionnement de non-mixité, comme le recommandait déjà, dans les années 1930, l'écrivaine Virginia Woolf.

La pratique de la non-mixité a une longue tradition, non seulement dans l'histoire du mouvement féministe des années 1970, mais également dans les luttes de libération et d'émancipation en Afrique du Sud des années 1940 et 1950, des États-Unis (Mouvement des *Black Panthers* dans les années 1960), puis, avant cela, dans les pratiques de l'autonomie ouvrière du XIX^e siècle. Pour les féministes des années 1970, le principe de non-mixité est adopté à travers la constitution de groupes de conscience sur le modèle américain des *consciousness-raising groups*. Ces espaces travaillent à la consolidation d'une conscience féministe qui s'acquiert «dans ces échanges d'expérience où chacune, en écoutant les autres, reconnaît les similarités et son appartenance au groupe des femmes»⁴⁸. La pratique de la non-mixité repose donc sur la réappropriation de la parole confisquée et sur la reconnaissance d'une condition commune aux femmes dans le partage de l'expérience de la domination. Se réunir en non-mixité est une stratégie permettant de s'extraire – dans un espace protégé (on parlerait aujourd'hui d'espaces *safe*) et pour une durée limitée – des rapports de pouvoir et de la domination masculine. Cette pratique se veut également un outil de résistance afin de trouver le chemin de l'auto-émancipation par les femmes elles-mêmes, à travers leur expérience singulière et avec l'idée que la lutte contre l'oppression appartient aux opprimé.e.s. Il s'agit de déconstruire les injonctions et les normes de genre et de parvenir – grâce à un travail sur soi – à une écoute et à une

⁴⁸ Françoise PICQ, *Libération des femmes. Quarante années de mouvement*, Brest, éditions-dialogues.fr, 2011, p. 158.

solidarité entre femmes, à une revalorisation de l'identité féminine, des affects et des émotions.

Dans leur revendication d'un espace non-mixte, les militantes de LigaDura poursuivent ces mêmes objectifs. D'une part, elles ont à cœur de se livrer à une introspection à l'abri du regard masculin, d'autre part, elles éprouvent un réel bien-être à se retrouver entre femmes dans un « espace à elles ». Les jeunes femmes de l'Asamblea de Okupas, comme elles le reconnaissent volontiers, «avaient besoin d'une "chambre à soi", un espace entièrement consacré à la construction et au développement de formes politiques propres»⁴⁹. Aussi, profitent-elles d'une assemblée générale pour annoncer leur intention de constituer un espace exclusivement féminin, proposition qui ne manque pas de générer de fortes objections de la part des occupant.e.s de Minuesa. La désapprobation générale ne découragea pas pour autant les plus motivées qui décidèrent, coûte que coûte, de conduire le projet à son terme:

*Pero la movida fue, no queremos hacer este trabajo feminista autónomo fuera del movimiento autónomo, lo sentimos mucho pero lo vamos a hacer dentro y no venimos a preguntaros si os parece bien, que lo vamos a hacer. Y no vamos a ocupar una "Kasa" solo de mujeres, vamos a ocupar dentro de Minuesa, una "Kasa" de mujeres pero dentro de Minuesa, no nos vamos a ir a otro sitio. Y tuvimos trabas, boicot que ahora me lo tomo como gracioso pero en aquel tiempo no eran graciosos*⁵⁰.

L'imposition de cet espace répond au processus d'autonomisation que nous nous avons reproduit plus haut. En effet, on perçoit le glissement qui s'est opéré entre les prémices du projet féministe, sous la tutelle de l'Asamblea de Okupas de Madrid, et la mise en place d'un espace non mixte au sein de Minuesa. Les tâtonnements initiaux ont cédé la place à des convictions fortes qui dénotent l'acquisition d'un fort capital militant forgé dans l'action même et dans les interactions avec les autres militantes. Un exemple de cette auto-émancipation se donne à voir sur le mur d'entrée du *patio de mujeres* où les occupantes tracèrent à la peinture noire et en lettres majuscules la phrase suivante: «Estamos asqueadas las mujeres, de los canallas y mercachifles que violan nuestra tierra. O feminizamos el mundo o vomitaremos sobre las tumbas de

⁴⁹ Okupa Madrid, *op. cit.*, p. 304.

⁵⁰ Entretien de l'auteure avec une ancienne occupante de Minuesa.

nuestros hijos». Une fois achevée la phase de pédagogie ludique (conférences, débats, expositions, etc.), c'est bien une pensée radicale qui s'affirme, les militantes refusant de limiter leur activisme à des actions éducatives, au risque de reproduire les schémas traditionnels des femmes, cantonnées à un rôle éducatif ou maternel:

Llega un momento en que llegas a decir, yo no te quiero explicar nada, o lo entiendes o no lo entiendes, yo estoy haciendo mi pedagogía, yo estoy viendo qué cosas hacen que siga manteniendo estos roles, y entonces lo mismo que nosotras nos lo estamos trabajando, vosotros os lo tenéis que trabajar y esto ya es problema vuestro. Entonces ya nosotras no vamos a hacer pedagogía ni a enseñaros porque además es otra vez el rol tradicional de las mujeres, las mujeres cuidando, las mujeres explicando, el rol materno, las madres que son las que forman, las que educan [...] Pero nosotras de pedagogía y de enseñar, nada, se acabó, nosotras ya cogemos las tijeras y os cortamos los cojones, ¡así! Date cuenta que estamos diciendo que venimos de una contracultura punk, hardcore, que es hazlo y tómalo, cúrratelo tú, nosotras no os vamos a ayudar a curaros⁵¹.

Ces propos résument l'évolution des jeunes militantes vers une radicalité assumée ou une «pédagogie radicale», pour reprendre leur propos. Dans les faits, cela revenait à travailler sur soi et pour soi, dans une quête d'auto-émancipation construite sur la base de la mise en commun et du partage des réflexions entre femmes. Si les témoignages expriment le désir d'un entre-soi féminin, la non-mixité n'est pas pour autant l'unique voie mais une ressource ponctuelle n'empêchant nullement le partage d'autres espaces et d'activités mixtes. Il s'agit donc d'un mode d'organisation qui donne aux femmes la confiance nécessaire pour affirmer leur présence au sein du mouvement Okupa. En s'organisant de la sorte elles sont en mesure d'agir depuis son épiceutre pour inciter leurs compagnons à prendre conscience de leurs privilèges et à combattre la culture patriarcale au quotidien. Armées de leurs seules convictions et de quelques outils de chantiers, les jeunes femmes défient alors les obstacles pour se lancer dans l'aménagement du *Patio de mujeres*. C'est au rez-de-chaussée du bâtiment, dans la partie la plus délabrée, qu'elles installent leurs quartiers. Elles prennent en charge l'intégralité de l'assainissement et de la rénovation, sans compter sur l'appui matériel des hommes:

⁵¹ *Ibidem.*

No nos ayudaba ninguno y luego hubo un par de ellos, que sí que nos ayudaron a arreglar los espacios porque metimos agua, un cuarto de baño. Era un curro potente y cuando lo acabamos fuimos todas a vivir allí. Nos bajamos abajo en el patio, lo pusimos súper bonito con plantas... cambió el patio al ocuparse⁵².

On perçoit dans les entretiens une véritable fierté devant l'ampleur de la tâche accomplie qu'il faut interpréter au prisme du processus d'apprentissage féministe, la non-mixité devenant pour ces jeunes femmes une ressource militante leur permettant de s'affranchir des rôles de genre traditionnels. Le maniement d'un savoir-faire dit masculin, l'acquisition de compétences techniques et la force de travail déployée dans la restauration de cet espace, sont symptomatiques du processus d'*empowerment* observé par Edith Gaillard dans son travail sur les squats féministes allemands et français:

Cette question des travaux expose la manière dont les habitantes des squats s'établissent dans l'espace. Elles le rendent habitable, elles se l'approprient pour en faire un « chez-soi ». L'analyse de genre apparaît évidente dans l'énonciation des différentes tâches, des différentes pratiques dites masculines auxquelles elles s'attèlent afin de permuter le pouvoir du masculin sur le « féminin ». Plus qu'un simple rééquilibrage de ce pouvoir, nous voyons qu'elles construisent, à partir du contexte socio-spatial du squat, une situation où il est possible d'entreprendre et d'apprendre. Elles entreprennent l'ensemble des tâches du squat pour apprendre des savoirs, des savoir-faire, des compétences qu'elles acquièrent au cours de l'expérience du squat⁵³.

La réalisation de ces activités au sein des occupations entre en résonance avec la philosophie de la mouvance autonome reposant sur la maxime du *Do it yourself* (DYY). Erigée en principe politique, l'autogestion revient à contourner les logiques marchandes ou commerciales en faisant par soi-même ou collectivement les choses dans une visée politique: «le DIY, tel qu'il était associé aux sphères punk à l'origine, relevait plus qu'autre chose de l'élan spontané sous la contrainte, à partir des années 1980 et sous l'effet des contextes qui se transforment, il se double d'une prise de position politique plus nette»⁵⁴. Principe central de l'autonomie, il s'applique aussi bien

⁵² *Ibidem*.

⁵³ Edith GAILLARD, *Habiter autrement*, op. cit., p. 431.

⁵⁴ Manon LABRY, *Riot Grrrls. Chronique d'une révolution punk féministe*, Paris, La Découverte, 2016, p. 12.

à la production culturelle – notamment aux scènes *underground* (*hardcore*, *punk-rock*) en marge des labels majors de l'industrie musicale –, à la distribution intellectuelle (création de maisons de distributions indépendantes et autogérées) ou aux tâches quotidiennes à accomplir au cours des occupations (travaux domestiques, bricolage, électricité, cuisine, etc.). En témoignent l'organisation d'ateliers (sérigraphie, auto-défense, mécanique) visant à acquérir un savoir-faire ou encore la mise en place d'activités culturelles autogérées (concerts, fêtes, repas collectifs, etc.). Cette philosophie doit être comprise comme la mise en pratique de la théorie anticapitaliste. La pratique de l'occupation n'a de sens que dans la valeur accordée au partage, à la solidarité, aux communs⁵⁵. La notion d'autonomie prend ainsi tout son sens, dès lors qu'elle est appréhendée, comme l'indique Silvia Gil, comme le «pouvoir qui s'exprime quand il se produit une réappropriation de la capacité de coopération de toutes les personnes. La coopération au lieu d'être au service de la production et reproduction de la vie sociale telle qu'elle est nous donnée, peut être mise au service de l'invention de nouvelles formes de sociabilité»⁵⁶. L'espace du squat demeure donc l'espace des «communs», indissociable d'une lutte politique contre les logiques capitalistes, l'individualisme, le pouvoir aliénant de l'argent et le consumérisme. C'est sous cet angle qu'il convient d'aborder les activités développées au sein des centres occupés, conçus comme des «espaces ressources capables de fournir un toit mais, surtout, de reconstruire des rapports sociaux»⁵⁷.

Si cette philosophie est commune à l'ensemble de la mouvance autonome, elle acquiert une signification double pour les femmes qui s'émancipent des logiques capitalistes mais également patriarcales, en contournant les assignations sexuées. Pour les autonomes, il s'agissait de réinvestir le politique à travers les pratiques quotidiennes, le «privé-politique», un objectif au centre des revendications du mouvement féministe depuis les années 1970: «pour beaucoup de femmes cela

⁵⁴ *Ibidem.*, p. 12.

⁵⁵ Pour une analyse documentée de la notion des «communs», voir Pierre DARDOT, Christian LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La découverte, 2014. Pour l'Espagne, voir Fruela FERNÁNDEZ, *Una tradición rebelde. Políticas de la cultura comunitaria*, Madrid, La Voragine, 2019.

⁵⁶ Silvia GIL, *Nuevos feminismos*, *op.cit.*, p. 46.

⁵⁷ Cécile PÉCHU, «Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action», *Travaux de sciences politique*, 24, Université de Lausanne, 2006, n° 43, p. 36.

signifiait la nécessité inévitable de politiser le micro: être capables de détecter dans les petites choses neutres qui passent inaperçues des implications plus globale»⁵⁸. Pour les femmes okupas, l'intime et le personnel s'entrelacent dans ce que Silvia Gil appelle la « politique du vivant », autrement dit, la politique « qui part de l'expérience et du quotidien »⁵⁹, et l'espace féministe autogéré devient un espace de socialisation dans lequel se construisent leurs identités de militantes, de féministes et de femmes. Ce processus d'émancipation, à la croisée de l'individuel et du collectif, de l'intime et du politique, passe également par l'acquisition d'un savoir-faire au travers des multiples activités proposées au sein du centre social: maniement des langues étrangères (arabe, allemand, basque), apprentissage de la sérigraphie, familiarisation aux techniques de l'auto-défense, et conscientisation idéologique au contact de l'actualité sociale et politique: la spéculation immobilière, la répression policière, le racisme, l'immigration, l'écologie, la santé, la sexualité.

La mise en place d'ateliers d'autodéfense féministe au sein de Minuesa participe pleinement du processus de socialisation féministe. Lors d'un voyage à Hambourg en 1987 les jeunes okupas madrilènes avaient eu l'occasion de se familiariser avec les modes d'action des autonomes allemandes, notamment au cours d'ateliers en non-mixité où elles découvrirent les techniques de l'autodéfense féministe. L'occupation de Minuesa leur offre un cadre propice à la mise en place d'ateliers d'autodéfense ouverts aux occupantes du centre et à toutes les femmes désireuses de se former à cette pratique. Il est manifeste que l'autodéfense développe un certain nombre de compétences en poursuivant trois objectifs: se défendre en cas d'agression, renforcer son auto-estime et permuter le statut de victime passive en sujet actif. Pour bien comprendre les enjeux féministes de cette pratique, il convient d'ajouter, qu'au-delà de simples techniques de *self-défense* adaptées aux femmes, il s'agit de lutter contre une position subalterne trop souvent intériorisée par les femmes, et par ricochet, contre un système d'oppression patriarcal. Pour les féministes autonomes, l'autodéfense est une ressource utile à double titre. D'une part, elle permet de gérer le conflit physique, c'est-

⁵⁸ Silvia LÓPEZ, "Apuntes feministas desde y más allá de los centros sociales okupados", *Autonomía y metrópolis, Autonomía y Metrópolis, op.cit.*, p. 33.

⁵⁹ Silvia GIL, *Nuevos feminismos, op.cit.*, p. 70.

à-dire les agressions extérieures – violence des groupes fascistes contre les okupas, répression par les forces de l'ordre lors des expulsions des squats –, d'autre part, elle est un outil pour prévenir la violence – harcèlement, agressions sexuelles – au sein même des espaces occupés. Par ailleurs, cette pratique présente bien d'autres avantages pour les féministes autonomes. Elle contribue essentiellement à la construction de leurs subjectivités, en renforçant la confiance en soi face à des situations potentiellement dangereuses. Ces méthodes de défense, loin de ne faire appel qu'à la seule force physique, se fondent sur le développement d'une autodéfense mentale. Elles insistent sur la légitimité à se défendre et battent en brèche les idées reçues sur la passivité des femmes, considérées uniquement comme de potentielles victimes. Enfin, un autre intérêt réside dans l'*empowerment* collectif que ces techniques cherchent à développer chez les participantes, en les plaçant en situation de non-mixité et de partage d'une expérience commune de la domination. Pour de nombreuses militantes, pratiquer l'autodéfense permet également de « *gestionar la rabia o, dicho de otro modo, de transformar la rabia individual en acción colectiva* »⁶⁰. Les ateliers d'autodéfense au sein de Minuesa constituent un laboratoire d'*empowerment* collectif. Ils sont réalisés dans le gymnase du centre, en non-mixité afin de ne pas gêner l'apprentissage des rudiments de *self-défense*, et d'acquérir la confiance nécessaire pour s'émanciper de la tutelle masculine:

*Pues mira nuestros talleres de autodefensa los vamos a hacer entre mujeres porque nos sentimos más seguras y entre otras porque los trucos que estamos aprendiendo no queremos que los hombres los sepan porque también defenderse es sorprender [...] y entonces esto es un arte que desarrollamos, una ciencia, bueno una ciencia, igual sería exagerado, pero unos movimientos, un conocer tu cuerpo y tus fuerzas*⁶¹.

Enfin, l'autodéfense met en pratique la philosophie du *Do it yourself*, chère à la mouvance autonome et au travers de laquelle s'opère la transmission d'un savoir entre femmes. En effet, les ateliers sont animés par des militantes autodidactes ayant à cœur de transmettre les méthodes, d'où les échanges réguliers avec les autonomes

⁶⁰ Entretien de l'auteure avec une ancienne militante de LigaDura.

⁶¹ Entretien de l'auteure avec une ancienne okupa de Minuesa.

allemandes, hollandaises et les groupes de l'autonomie espagnole: Las Macharlas au Pays Basque, les Rudas à Saragosse, les Dones Esmussades à Valence.

CONCLUSION

En tant que pratique contre-culturelle, l'occupation a fait l'objet de nombreuses études qui ont révélé son caractère anti-systémique et anticapitaliste, et ont mis au jour les utopies d'une jeunesse insoumise qui, par le biais de ces initiatives, a tenté d'expérimenter « un vivre autrement ». Toutefois, l'intérêt de cette pratique, dans une approche de genre, demeure encore sous-évalué dans les études sur les mobilisations féministes contemporaines, en raison de son caractère minoritaire et marginal. Or, appréhender l'occupation sous l'angle du genre offre un laboratoire d'observation particulièrement fécond pour révéler, d'une part les inégalités qui persistent au sein de mouvements se réclamant de la gauche radicale anticapitaliste, d'autre part, le processus de socialisation au féminisme d'un certain nombre de jeunes militantes okupas. Malgré les conflits et les obstacles rencontrés, celles-ci dressent *a posteriori* un bilan positif de ces expériences qui correspondent à des cycles d'apprentissage: la sortie de l'adolescence, l'émancipation de la tutelle familiale, la découverte de l'indépendance, le passage à l'âge adulte et l'entrée dans la vie active. Si, « sur le plan strict des apports, l'engagement permet de nombreux apprentissages [et] constitue pour plusieurs une sorte d'école du savoir »⁶², cela est particulièrement significatif pour les jeunes militantes okupas madrilènes. À leurs yeux, LigaDura et le mouvement Okupa ont été, sans nul doute, une école d'empowerment:

*Entonces eso te da empoderamiento, te da fuerza, te da arrojo, te da potencia [...] sabes que tienes una comunidad, que no solamente el apoyo afectivo o laboral viene de los hombres, sino que las mujeres entre nosotras somos fuertes, podemos hacer y eso digamos ha marcado toda mi trayectoria*⁶³.

Dans le cas des LigaDura, ce processus de construction personnelle a été façonné et enrichi par la dynamique collective et par la volonté de s'auto-émanciper de

⁶² Anne QUÉNIART, Julie JACQUES, "Trajectoires et sens de l'engagement chez les jeunes militantes féministes", *Cahiers de recherche sociologique*, n° 37, 2002, p. 126.

⁶³ Entretien avec une ancienne militante de LigaDura.

la tutelle masculine. S'il est avéré qu'un certain nombre de militantes sont entrées dans le militantisme okupa par le biais de leur entourage masculin (frères, cousins, camarades d'université, *novios*), leur autonomisation progressive constitue pour chacune d'entre elles une victoire sur la culture patriarcale. La revendication intangible d'une liberté économique et sexuelle hors de la tutelle masculine, l'indépendance et l'insubordination aux normes conventionnelles sont autant de marqueurs saillants de leur identité.

BIBLIOGRAPHIE

Ramón ADELL ARGILÉS, Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ (coords.), *¿Dónde están las llaves?* Madrid, Catarata, 2005.

Sophie BABY, *Le mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*. Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

- "L'Espagne à l'heure européenne: modernisation et intégration", Jordi CANAL (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine. De 1808 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2009, p. 276-286.

Bartolomé BENASSAR, Bernard BESSIERE, *L'Espagne: Histoire, société, culture*. Paris, La Découverte, 2017.

Karine BERGÈS, "*Contraculturas radicales en el Madrid post transicional. El feminismo Okupa del colectivo LigaDura y su posteridad (1987-2017)*", Mémoire d'Habilitation à diriger des Recherches, Université Paris 8, 2017.

Bernard BESSIERE, *Vingt ans de création espagnole 1975-1995*. Paris, Nathan, 1995.

Julián CASANOVA, Carlos GIL ANDRÉS, *Historia de España en el siglo XX*. Barcelona, Ariel, 2009.

"100 días de okupación, 100 días de autogestión", *Sabotaje*, n° 7 (décembre 1988).

Phil COHEN, "La communauté ouvrière et le conflit subculturel. L'East End en proie à la rénovation", in Hervé GLEVEREC, Eric MACÉ, Eric MAIGRET (dir.), *Cultural Studies. Anthologie*, Paris, Armand Collin, 2008.

- Phoolan DEVI, "Mujeres sin hombres y peces sin bicicleta. Mirando hacia atrás: experiencias de Autonomía y Feminismo", *Tomar&Hacer en vez de pedir y esperar. Autonomía y movimientos sociales. Madrid 1985-2011*. Madrid, Confederación Sindical Solidaridad Obrera, 2012, pp. 9-34.
- Mario DOMÍNGUEZ, Miguel Ángel MARTÍNEZ, Elisabeth LORENZI, *Okupaciones en Movimiento. Derivas, estrategias y prácticas*. Madrid, Tierradenadie ediciones, 2010.
- Edith GAILLARD, *Habiter autrement: des squats féministes en France et en Allemagne. Une remise en cause de l'ordre social*, Thèse de Doctorat, Université François-Rabelais de Tours, 2013.
- Tim JORDAN, *S'engager. Les nouveaux militants, activistes, agitateurs*. Paris, Éditions Autrement, 2002.
- Manon LABRY, *Riot Grrrls. Chronique d'une révolution punk féministe*. Paris, La Découverte, 2016.
- Emilio LARRODERA, "El Plan General de Ordenación Urbana del Área Metropolitana de Madrid. 1963", *Ciudad y territorio: Revista de ciencia urbana*, n° 2-3 (1976), pp. 27-32.
- Silvia LÓPEZ, "Apuntes feministas desde y más allá de los centros sociales okupados", *Autonomía y metrópolis*. Cuaderno-Herramienta 01, 2008, pp. 31-39.
- Marta LLOBET ESTANY, "Contracultura, creatividad y redes sociales en el Movimiento Okupa", Ramón ADELL ARGILÈS, Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ (coords.), *¿Dónde están las llaves?* Madrid, Catarata, 2004, pp. 179-203.
- Vincent MARIN, *Le projet réformiste du PSOE (1979-1986): construction et mise en œuvre d'un socialisme repensé*, Thèse de Doctorat, Université Toulouse Jean-Jaurès, 2015.
- Miguel MARTÍNEZ LÓPEZ, "El Movimiento de Okupaciones: Contracultura urbana y dinámicas alter-globalización", *Revista de Estudios de Juventud. Jóvenes, movilización y movimientos altermondialistas*, n° 76 (2017), pp. 225-243.

- *Okupaciones de viviendas y de centros sociales. Autogestión, contracultura y conflictos urbanos*. Barcelona, Virus Crónica, 2002.

Miguel Ángel MARTÍNEZ LÓPEZ y Ángela GARCÍA BERNARDOS (eds.), *Okupa Madrid (1985-2011). Memoria, reflexión, debate y autogestión colectiva del conocimiento*. Madrid, Diagonal, 2014.

Angela MCROBBIE, Jenny GARBER, "Filles et subcultures", in Hervé GLEVEREC, Eric MACÉ, Eric MAIGRET (dir.), *Cultural Studies. Anthologie*, Paris, Armand Collin, 2008.

Lorenzo NAVARRETE MORENO, *La autopercepción de los jóvenes okupas en España*. Madrid, Instituto de la Juventud, 1999

Cécile PÉCHU, "Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action", *Travaux de sciences politique*, n° 43 (2006), pp. 3-51.

Etienne PÉNISSAT, Olivier FILLIEULE, Lilian MATHIEU, Cécile PÉCHU (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009, p. 386.

Françoise PICQ, *Libération des femmes. Quarante années de mouvement*. Brest, editions-dialogues.fr, 2011.

Anne QUÉNIART, Julie JACQUES, "Trajectoires et sens de l'engagement chez les jeunes militantes féministes", *Cahiers de recherche sociologique*, n° 37 (2002), pp. 105-130.

Pamela RADCLIFF, "Ciudadanas. Las mujeres de las Asociaciones de Vecinos y la identidad de género en los años setenta", Vicente PÉREZ QUINTANA, Pablo SÁNCHEZ LEÓN (eds.), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal*, Madrid 1968-2008, Madrid, Catarata, 2008, pp. 34-54.

Emmanuel RODRÍGUEZ LÓPEZ, *Por qué fracasó la democracia en España*. Madrid, Traficantes de Sueños, 2015.

Francisco SALAMANCA, Gonzalo WILHELMI (eds.), *Tomar & Hacer en vez de pedir y esperar. Autonomía y movimientos sociales. Madrid 1985-2011*. Madrid, Confederación Sindical Solidaridad Obrera, 2012.

Gracia TRUJILLO BARBADILLO, "Cultural y político: el feminismo autónomo en los espacios autogestionados", *Revista de Estudios de Juventud. Movilización social y creatividad política de la juventud*, n° 75 (2006), pp. 61-73.

"Una okupación con historia. Minuesa", 1990. Ce dossier est consultable sur le site dédié à l'occupation madrilène:

<https://laokupacioncomoanalizador.files.wordpress.com/2015/06/minuesa.pdf>.

VV.AA., *Autonomía y Metrópolis. Del Movimiento Okupa a los centros sociales de segunda generación*, Cuaderno-Herramienta 01, 2008.

VV.AA., *Okupación, represión y movimientos sociales*. Madrid, Diatriba/Traficantes de sueño, 2000

Gonzalo WILHELMI, *Armarse sobre las ruinas. Historia del movimiento autónomo en Madrid (1985-1999)*. Madrid, Potencial Hardcore, 2002.